

REVUE DE PRESSE DU 21 AVRIL 2008

Les trains seront plus ponctuels, promet VIA

Entre juin et octobre, VIA Rail exploitera séparément ses trains Chaleur, liant Montréal et Gaspé, et Océan, entre la métropole et Halifax, un facteur qui devrait améliorer la ponctualité des convois et permettre aux passagers du train gaspésien de limiter le temps passé dans un autobus.

Depuis le début de la décennie, en période d'achalandage estival ou quand les conditions climatiques sont rigoureuses, les trains Chaleur et Océan accumulent les retards lorsqu'ils roulent en une seule rame entre Montréal et Matapédia, avant de prendre chacun la direction de leur destination finale.

Quand le Chaleur a plus d'une heure de retard, ses clients sont susceptibles de prendre un autobus pour la moitié du tronçon gaspésien, de New Carlisle à Gaspé, ou tout le trajet de Matapédia à Gaspé. Cette pratique vise à réduire le retard du train de retour le soir pour ne pas faire attendre le train de Halifax, plus ponctuel parce que c'est un convoi différent qui rentre à Montréal.

Le recours aux autobus a toutefois fait rager plusieurs usagers au cours des derniers étés, comme en 2006 et en 2007, alors que VIA a attendu le début d'août avant de séparer le Chaleur et l'Océan.

De nombreux ennuis

Au cours de l'hiver, le transporteur public a aussi connu maints ennuis. La neige a ralenti ou arrêté VIA, de même que les bris d'équipement de la firme chargée de déneiger le tronçon. Ainsi, en mars, à peine 5 des 14 trains Chaleur ont atteint Gaspé, dont seulement 2 des 11 premiers.

«Les trains Chaleur et Océan rouleront séparément à compter de la première semaine de juin. La date exacte n'est pas connue. Cette pratique sera maintenue probablement jusqu'à la fin octobre. Nous voulons éviter les problèmes inhérents à l'opération des deux trains ensemble», précise le porte-parole de VIA Rail, Malcolm Andrews.

La réalisation de travaux intensifs de réparation de la voie ferrée en Gaspésie, au Bas-Saint-Laurent, de même qu'entre Lévis et Montréal, augmente les possibilités de retard. VIA prend donc les moyens dont elle dispose pour maintenir sa ponctualité.

La nouvelle est bien accueillie auprès des usagers gaspésiens comme Cynthia Dow. «Je prends le train souvent. Étant donné ce que nous avons vécu comme frustrations au cours de l'hiver, avec les retards, les annulations et les voyages en autobus, je crois que l'exploitation de trains séparés améliorera la qualité du service pour des clients qui sont parmi les plus fidèles de VIA, les Gaspésiens», dit-elle. ([Le Soleil](#))

Non à la cogestion

La Fédération québécoise de la Faune dénonce certaines propositions du rapport Bujold concernant le projet de pourvoirie autochtone dans le centre de la péninsule gaspésienne.

L'organisme qui, incidemment, a changé de nom en fin de semaine pour devenir la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs, met en garde le gouvernement contre la volonté de soustraire une partie de la réserve faunique des Chic-Chocs du joug de la Société des établissements de plein air du Québec, la SÉPAQ.

Dans son rapport déposé la semaine dernière, Rémi Bujold suggère d'octroyer un pouvoir de cogestion à la communauté autochtone de Gesgapegiag, dans deux secteurs de cette réserve qui totalisent 137 kilomètres carrés.

Selon la Fédération, le réseau des réserves fauniques est un bien collectif et le gouvernement est tenu de le gérer dans l'optique de favoriser la richesse collective. Dans un tel contexte, le regroupement soutient que l'État doit exercer cette responsabilité de façon à ne pas favoriser un groupe au détriment d'un autre.

La Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs réitère donc sa position à l'effet que les réserves fauniques doivent être gérées par un gestionnaire unique. (CIEU-FM)

Communauté métisse

De plus en plus de Gaspésiens déclarent leurs origines autochtones.

La Communauté métisse de la Gaspésie a connu une forte augmentation de ses membres au cours de la dernière année. En fait, son membership est passé de 150 à 841 individus entre l'assemblée générale annuelle de 2007 et celle tenue samedi à Maria.

Selon la Chaire de recherche sur l'identité métisse du Collège universitaire de Saint-Boniface, au Manitoba, au moins 80 % des personnes qui résident en Gaspésie seraient à la fois d'origine européenne et autochtone.

Le président de la Communauté métisse de la Gaspésie, Marc Leblanc, soutient qu'un simple exercice de généalogie permettra à plusieurs de découvrir leurs liens avec la communauté micmaque.

La Communauté métisse de la Gaspésie poursuit ses efforts de recrutement de membres. Ultimement, l'organisme veut que les gouvernements fédéral et provincial reconnaissent la concentration de Métis en Gaspésie.

Marc Leblanc explique que la Communauté métisse veut être incluse dans les discussions en vue de l'entente à venir entre Québec et Gesgapegiag, sur la question de la pourvoirie dans le secteur Baldwin.

De leur côté, les Métis de l'Ontario et le gouvernement de cette province viennent de signer une entente cadre qui vise à améliorer la qualité de vie de ce peuple. (CIEU-FM)

À bout de souffle

La Centrale des syndicats du Québec observe de nombreux problèmes de fonctionnement dans le système d'éducation gaspésien.

Les représentants syndicaux de l'organisation étaient à New Richmond vendredi, dans le cadre des rendez-vous de la CSQ qui se tiendront dans 11 régions du Québec.

Le président du Syndicat des travailleurs de l'enseignement de l'Est du Québec, Gilbert Boudreau, soutient qu'une grande partie du personnel est à bout de souffle. Le syndicat

demande à Québec de réduire les groupes au niveau primaire puisque les enseignants doivent de plus en plus composer avec des problèmes de comportement chez les enfants.

Pour sa part, le président de la Fédération des enseignants de Cégep, Mario Beauchemin, explique que la situation au Collège de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine est loin de s'améliorer malgré les nombreuses recommandations que font les enseignants depuis une quinzaine d'années.

La centrale propose notamment de favoriser la mise en place de programmes exclusifs. Chez le personnel enseignant, le taux d'abandon professionnel est de 2 à 3 fois supérieurs à la moyenne des autres professions de la fonction publique. Le ministère de l'Éducation a enregistré un taux d'abandon de 20 % pour l'année 2002 et de 15 % en 2005. (CIEU-FM)

MRC Rocher-Percé - Un intérêt croissant pour le compostage

La MRC du Rocher-Percé pourrait devenir la première MRC de la région à composter les matières organiques.

La fermeture des lieux d'enfouissement sanitaire de Percé et de Grande-Rivière en 2009 amène la MRC à étudier la possibilité d'aménager un site de compostage.

Déjà 270 résidents de Chandler participent à un projet pilote. Depuis un an, tous les déchets de table, le gazon et les feuilles mortes de ces résidents sont recueillis dans un troisième bac.

L'expérience démontre que 50 % des déchets des participants au projet se retrouvent maintenant dans ce fameux bac brun. La MRC y voit un moyen de réduire sa facture de gestion des déchets. Dès janvier, les déchets des résidents de Rocher-Percé seront enfouis au site de Gaspé. La facture des citoyens pour la gestion des déchets pourrait passer de 150 \$ à 300 \$.

Le préfet de la MRC, Claude Cyr, croit que le compostage des matières organiques permettrait de limiter ces augmentations. Si on ne veut pas que ça dépasse 300 \$, il va falloir s'attaquer à toute la question du compostage, estime M. Cyr.

La MRC doit aussi atteindre l'objectif de 65 % de récupération des matières recyclables fixé par Québec. Présentement, le taux de récupération des déchets est de 21 % dans la MRC Rocher-Percé. Le conseil des maires se penchera prochainement sur l'aménagement d'un site de compostage à Grande-Rivière. Toutefois, selon Claude Cyr, l'ensemble des maires serait favorable au projet. (Radio-Canada)

Service du 911 - Un financement à revoir?

Les centres d'appels d'urgence s'inquiètent de leur mode de financement qui repose sur les redevances des abonnés de la téléphonie traditionnelle.

Même si le Centre d'appels d'urgence de l'Est du Québec (CAUREQ) n'éprouve pas encore de difficultés financières comme d'autres centrales 911 à travers le Québec, la direction note que son financement est demeuré inchangé au cours des dernières années.

Le CAUREQ, qui dessert les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, reçoit plus de 1 million de dollars annuellement. Une bonne partie de ce financement provient des abonnés du téléphone fixe qui paie 79 ¢ par mois pour le service 911.

La moitié de ce versement assure directement le fonctionnement du service, explique le président du CAUREQ, Bertrand Berger. « Il y a 40 ¢ qui transitent par les unions municipales et qui aboutissent dans les coffres du CAUREQ », précise M. Berger. Ce dernier constate toutefois que son financement stagne: « Le 79 ¢ d'il y a sept ou huit ans ne vaut plus ça aujourd'hui! »

M. Berger rappelle que les appels d'urgence effectués au moyen d'un téléphone cellulaire, un sur cinq en moyenne, ne rapportent rien au CAUREQ. La situation financière du CAUREQ demeure convenable. Le centre répond maintenant aux appels de la Côte-Nord, ce qui a entraîné une hausse des revenus.

Bertrand Berger croit toutefois que la réalité rattrapera le CAUREQ. Le financement des centres d'appels d'urgence sera à l'ordre du jour des travaux de la table Québec/municipalités prévus pour le début du mois de mai. (Radio-Canada)

Alliance entre des cégeps et des Agences de santé Une stratégie gagnante pour tous

Les cinq cégeps de l'Est du Québec et les deux Agences de santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-les-Îles unissent leurs efforts dans un partenariat stratégique de promotion des métiers de la santé et des services sociaux. Le but visé: remplir les salles de classe des cégeps de la région dans ce domaine, ce qui, en retour, permettra d'avoir une main-d'œuvre de relève dans le réseau de la santé.

Selon le directeur de l'Agence de santé de la Gaspésie-les-Îles, Gilles Pelletier, le réseau anticipe une importante pénurie de main-d'œuvre. Dans cinq ans, on estime qu'on aura besoin d'au moins 180 nouvelles infirmières. «On parle d'une possibilité de mise à la retraite d'environ 30% de l'effectif. Si l'on considère qu'actuellement on a entre 650 et 700 infirmiers/infirmières dans le réseau de la santé, il faut donc penser qu'on retrouverait autour de 180 à 200 postes qui seraient libres dans le réseau.»

Au niveau de la réadaptation, il est question que 10% de l'effectif parte à la retraite au cours des prochaines années; le travail social, c'est 25% de l'effectif au cours des 5 prochaines années. Et l'on estime que 45% des cadres risquent de prendre leur retraite également au cours de ces années. L'alliance stratégique ne vise toutefois que le secteur infirmier pour le moment. Aux Îles, le directeur du Campus Denise-Leblanc, Sony Cormier, précise que: «Dès cet automne, la première année de la technique de soins infirmiers sera dispensée à onze personnes. La formation sera donnée par vidéo conférence à partir de Gaspé. Ce programme à Gaspé est d'ailleurs très bien coté au Québec», de souligner Monsieur Cormier.

Il rappelle, d'autre part, que ce n'est pas la première fois que le campus des Îles développe des formations reliées au domaine de la santé. L'an dernier, une formation continue en secrétariat médical avait été offerte avec le Groupe Collégia. «Il se faisait beaucoup de choses à la pièce, mais là, ça ouvre les portes à travailler plus large», souligne-t-il. Des pourparlers seraient en cours pour d'autres professions comme en éducation spécialisée. Afin de conserver les nouveaux diplômés en régions, Gilles Pelletier croit qu'on pourrait en venir à offrir aux étudiants une garantie d'emploi à la fin de leurs études: «c'est-à-dire d'inventorier les postes qui sont disponibles et qu'on peut offrir et essayer de garder nos infirmières chez nous avec des garanties d'emploi.»

PLAND'ACTION

Un plan d'action est en élaboration et sera déployé dès cet automne. Selon Monsieur Pelletier, certaines mesures de promotion sont déjà en cours dans les écoles secondaires de la région afin de revaloriser les emplois du réseau de la santé, en particulier les soins infirmiers. On vise principalement les 3e, 4e et 5e Secondaire. «Il y a des stratégies qui vont se faire directement dans les collèges, mais l'Agence de santé a déjà débuté certaines actions au niveau des étudiants de Secondaire 3 et 4, pour justement leur présenter la réalité du réseau de la santé et faire en sorte qu'ils puissent essayer de s'intéresser encore plus et mieux au travail qui se fait dans le réseau.»

Les soins de santé, des métiers d'avenir, semble-t-il. (Le Radar)